

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRESS/276
27 février 2002
(02-1012)

L'OMC et la BID vont coopérer dans le cadre de programmes d'assistance technique liée au commerce destinés aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes

M. Mike Moore, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, et M. Enrique V. Iglesias, Président de la Banque interaméricaine de développement, ont signé aujourd'hui (27 février 2002) un mémorandum d'accord, en vertu duquel les institutions qu'ils dirigent s'emploieront à renforcer leur coopération pour fournir aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes une assistance technique dans le cadre des négociations commerciales et renforcer leurs capacités.

Le document a été signé au siège de la BID à Washington DC, à l'issue d'une réunion de fonctionnaires des pays d'Amérique latine et des Caraïbes chargés des questions commerciales et financières sur les difficultés auxquelles est confrontée leur région en ce qui concerne les négociations multilatérales et les engagements au titre des Accords de l'OMC, ainsi que la négociation et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Afin d'aider les pays Membres à résoudre ces difficultés dans le domaine des échanges commerciaux multilatéraux, l'OMC et la BID accentueront leurs efforts conjoints pour contribuer à renforcer leur capacité de participer pleinement au système commercial multilatéral.

L'importance du renforcement des capacités a été soulignée dans la récente Déclaration ministérielle de Doha, dans laquelle les Membres de l'OMC ont voulu placer les priorités et les intérêts des pays en développement et des pays les moins avancés au cœur du programme de travail de l'OMC.

L'OMC estime que le Mémorandum d'accord pourrait servir de modèle aux banques régionales de développement pour apporter un appui aux pays Membres emprunteurs au moyen de programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités qui leur permettront de jouer un rôle plus important dans le Programme de Doha pour le développement.

Dans le cadre du Mémorandum d'accord, l'OMC et la BID s'emploieront à établir des programmes conjoints pour appuyer, entre autres activités, des ateliers et réunions à l'échelle régionale et sous-régionale, des cours de formation, la constitution d'un dossier à l'intention des négociateurs commerciaux, des cours de téléenseignement et l'analyse des questions relatives aux politiques commerciales et aux négociations multilatérales.

L'OMC et la BID examineront aussi la possibilité de coopérer à des programmes d'assistance technique pour renforcer les capacités des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans des domaines liés au commerce ayant trait à l'environnement, à la concurrence, aux marchés publics, aux investissements et à la facilitation des échanges.

Ces dernières années, la BID a collaboré avec l'OMC par l'intermédiaire de l'Institut d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisme relevant de la Banque ayant son siège à Buenos Aires, qui a financé des cours de formation de l'OMC à l'intention de négociateurs commerciaux venant de pays Membres emprunteurs auprès de la BID.

"Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont manifestement besoin de renforcer leurs capacités et de rationaliser leurs ressources s'ils veulent tirer le meilleur parti possible des négociations – tant en ce qui concerne la ZLEA que l'OMC – pour lesquelles les dates-butoirs sont les mêmes", a dit M. Moore à la réunion. "L'un des éléments clés de la réussite du cycle de négociations commerciales sera l'assistance technique et le renforcement des capacités: aider les pays en développement et les pays les moins avancés à s'intégrer au système commercial multilatéral et à participer pleinement aux négociations."

M. Moore a souligné la nécessité d'établir une coordination avec toutes les institutions spécialisées qui sont actives dans le domaine des échanges commerciaux. Et il a mis l'accent sur le rôle stratégique du Secrétariat de l'OMC pour promouvoir la coopération, l'assistance technique et le renforcement des capacités conjoints, faisant observer que l'Organisation se considère comme un "organisme centralisateur" ou une source d'information en ce qui concerne l'assistance technique liée à l'OMC.

Notant qu'il se penchait sur les questions de cohérence depuis qu'il avait pris ses fonctions en 1999, M. Moore a dit que le Mémoire d'accord reflétait fidèlement les priorités conjointes des deux organisations en matière de renforcement des capacités dans le droit fil du Programme de Doha pour le développement. "Il s'agit d'un modèle qui peut et qui devrait être reproduit dans d'autres régions", a-t-il dit, le qualifiant d'"important pas en avant".

FIN